



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-014- DB**

|   |    |   |
|---|----|---|
| <b>Date d'affichage :</b><br><b>21 février 2020</b> |    | Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt. |
| Nombre de membres :                                 | 23 |   |
| En exercice :                                       | 23 |   |
| Quorum :  | 12 |   |
| Présents :  | 16 | <b>Membres présents en séance :</b>   |
| Excusé(s) :   | 5  | <b>Présents : (16)</b>  |
| dont pouvoir(s) :                                   | 1  | Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.   |
| Absent(s) :   | 2  | <b>Excusé(s) : (5)</b>  |
| Nombre de votants :                                 | 17 | Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Marc BONNIN, Jean-Marie POIRON  |
| Secrétaire de séance :                              |    | <b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)</b>   |
| M. Eric MOUSSERION.                                 |    | Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA  |
|   |    | <b>Absent(s) : (2)</b>  |
|   |    | Jérôme HARRAULT, Guy BERTIN   |

**CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LE COMITÉ ÉQUESTRE DE SAUMUR RELATIVE AU SOUTIEN DE LA COLLECTIVITÉ À LA FILIÈRE ÉQUESTRE - ANNÉE 2020**

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, concourt au titre de sa compétence développement économique, à apporter son soutien à la filière équestre.

Dans ce cadre, elle tient à apporter son concours financier aux manifestations portées par le Comité Équestre du Saumurois au regard de leur rayonnement et de leur capacité à développer l'attractivité de notre territoire.

Ce soutien prend la forme d'une subvention globale de 91 000 € en 2020 qui a pour objet :

➡ de co-financer les événements équestres suivants :

- CCI – Concours Complet International
- ArtCheval
- Concours de voltige

➡ de soutenir la manifestation HIT – Horse Innovation Talks.

Compte tenu du montant accordé, il convient d'établir une convention entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le Comité Équestre de Saumur définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la convention de la subvention attribuée.

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire de délibérer.

**Vu les articles L.5211-1 et suivants** du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale,

**Vu l'article L.5211-10** du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant,

**Vu la délibération n° 2017/013 DC** du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018,

**Vu la délibération n° 2017/016 DC** du 2 février 2017, complétée par la délibération n° 2017/086 DC du 23 mars 2017 et la délibération n° 2019/004 DC du 7 février 2019 des Conseils de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant la détermination de l'intérêt communautaire des compétences de la collectivité et notamment en matière de développement économique dans le cadre des conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT,

**Vu les dispositions de la convention ci-annexée** fixant les conditions d'attribution de cette subvention,

**Considérant** l'exposé ci-dessus,

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **D'APPROUVER** la convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et le Comité Équestre de Saumur, afin de définir les engagements réciproques et les modalités de versement de la subvention allouée au Comité Équestre de Saumur et qui s'élève à 91 000 € pour l'année 2020 ;

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 17 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND

|                   |                    |   |
|-------------------|--------------------|---|
| Matière de l'acte | 7 Finances locales | 7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé |
|-------------------|--------------------|---|

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*